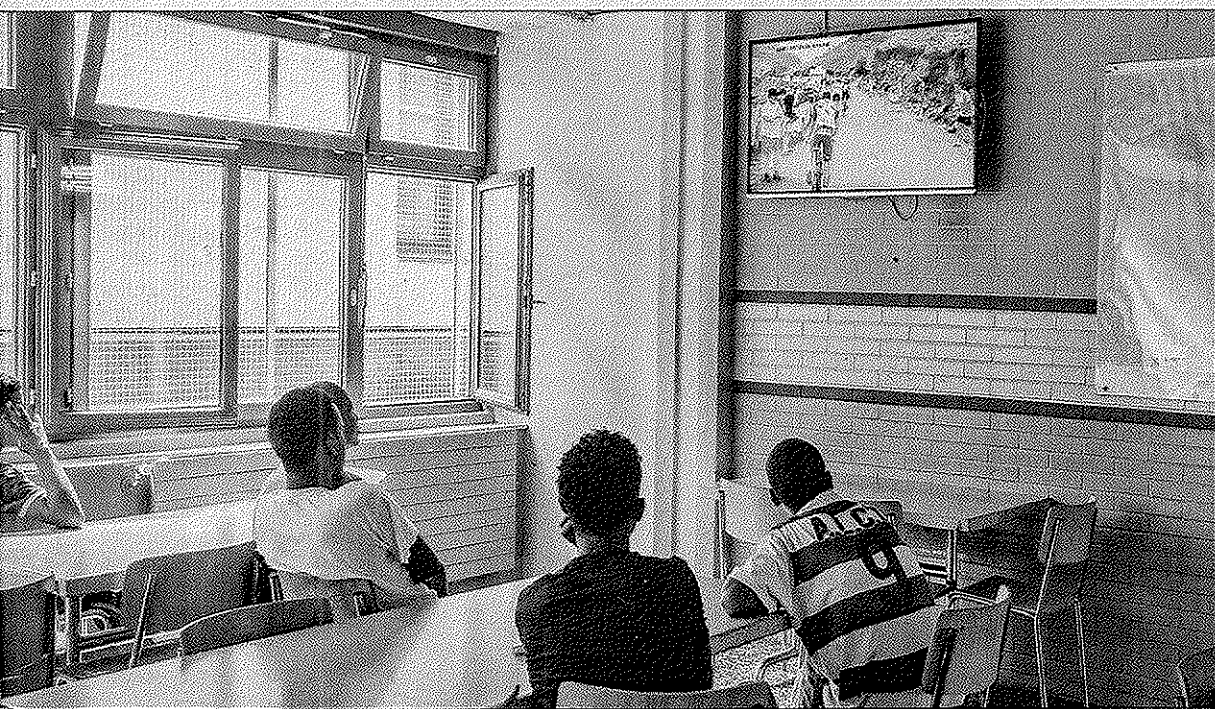




Le cynisme de l'UDC dénoncé en chœur par les autres partis

E • L'idée de l'UDC de limiter l'asile aux seuls requérants arrivant par voie aérienne est fort mal reçue par les politiciens d'autres bords.



De l'UDC reviendrait à exclure d'office 98% des demandeurs d'asile, dont ces requérants photographiés la semaine au centre de Chiasso. KEYSTONE

CASTELLA

iste, cynique, voire raciste: les autres pas d'adjectifs assez durs pour qualifier la proposition de l'UDC de limiter le droit d'asile aux personnes arrivant en Suisse par la voie aérienne, excluant toutes celles y entrant par terre (notre édition d'hier). C'est le groupe au parlement Adrian Ammann qui a annoncé dans la presse dominicale son parti planchant sur une initiative allant dans ce sens.

Puis trois mois, nous constatons une pression au niveau des demandes d'asile qui justifie le vice-président de l'UDC Alain Voiblet. D'avril à juin, la Suisse a reçu près de 5400 demandes, en augmentation de 10% par rapport au début de l'année. Le vice-président de l'UDC, Alain Voiblet, dénonce l'application qui est faite des accords de Dublin: «Le premier pays d'accueil dans lequel une personne entre au sein de l'Union européenne. Nous avons l'impression que certains pays laissent passer ces personnes pour qu'elles viennent en Suisse. Et nous devons leur offrir l'asile et la Grèce.

is sidéré»

Le député Ueli Leuenberger (GE) se dit «Au moment où la population suisse se souvient des Syriens, l'UDC arrive avec une nouvelle initiative pour durcir l'asile. Je me dis pas que les Syriens qui sont chez nous maintenant, ce sont de

faux réfugiés. L'UDC est dans une logique xénophobe et raciste où n'entre pas la moindre solidarité.»

Dans la même veine, la socialiste vaudoise Cesla Amarelle juge «particulièrement cynique» l'idée de l'UDC. «Si le nombre de demandes d'asile augmente, c'est parce qu'il y a une crise humanitaire grave qui sévit. Plus réfugiés que les Erythréens et les Syriens, je ne vois pas.» Or à eux deux, ils constituent plus de la moitié des demandes d'asile des trois derniers mois.

Selon Cesla Amarelle, «l'UDC essaie de pousser la logique des accords de Dublin jusqu'à l'absurde». Ceux-ci permettent à la Suisse de ne pas entrer en matière lorsque des requérants ont déjà déposé une demande d'asile dans un pays de l'Union européenne et de les renvoyer dans ce pays. Mais pas simplement lorsqu'ils ont transité par un pays européen avant de déposer une demande en Suisse, ce qu'il faudrait d'ailleurs arriver à prouver.

Moins de 2% à l'aéroport

Pour la vice-présidente du PLR Isabelle Moret, cette initiative serait «contraire à la tradition humanitaire de la Suisse et aux Conventions de Genève. Le but de l'UDC est de restreindre massivement le droit d'asile, voire de le supprimer.»

Les statistiques semblent lui donner raison. Depuis le début de l'année, seules 150 demandes d'asile ont été déposées aux aéroports

de Genève et de Zurich, selon les chiffres fournis par l'Office des migrations (ODM). L'an dernier, il y en a eu 387 en tout. Un chiffre à mettre en relation avec les 21 465 demandes déposées en 2013. On est dans un ordre de grandeur de moins de 2%. C'est dire que l'initiative de l'UDC reviendrait à exclure d'office de la procédure d'asile 98% des requérants.

Elle pourrait aussi avoir un effet paradoxal en contraignant la Suisse à dénoncer les accords de Dublin. La Suisse ne pourrait alors plus transférer les 800 à 1000 requérants par mois qui ont déjà déposé une demande dans un autre pays de l'Union européenne, souligne Cesla Amarelle.

Là où tous se rejoignent, c'est que les accords de Dublin ne fonctionnent pas bien en ne permettant pas une répartition équilibrée des réfugiés entre les pays signataires. Mais pour les autres partis, ce n'est pas en les laissant aux principales portes d'entrée que sont l'Italie, la Grèce, la Bulgarie et l'Espagne, comme le voudrait l'UDC, qu'on résoudra le problème.

Et chacun de dénoncer les visées surtout électorales de l'UDC, à qui le lancement d'une précédente initiative sur l'asile avait apporté le succès aux élections fédérales de 2007. Claude-Alain Voiblet s'en défend: «Ce projet d'initiative s'inscrit dans la continuité de notre engagement politique. C'est clair que la politique migratoire est un thème qui est important pour nous.»

Haro sur la viande de brousse

SANTÉ • L'importation illégale de viande de brousse met en péril des animaux protégés et fait peser une menace sur la santé publique.

KESSAVA PACKIRY

Elle peut dégager une odeur épouvantable. Et pourtant, elle se mange. Prisée sur le continent africain et dans certains pays asiatiques et latino-américains, la viande de brousse en Suisse, comme en Europe, reste illégale. Mais chaque année, entre huit et neuf tonnes de cette viande d'animaux sauvages, tués dans la forêt vierge ou dans la savane, seraient importées dans le pays pour y être consommées.

«C'est un gros problème», souligne Bruno Tenger, responsable de Tengwood Organization, une organisation non gouvernementale (ONG) suisse qui a pour but de protéger et étudier les primates. «Le commerce de la viande de brousse met non seulement en péril de nombreuses espèces de primates, comme les chimpanzés, mais aussi d'autres animaux protégés.»

Pour l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV), le problème est aussi sanitaire: la consommation de viande de brousse – ou viande boucanée – présente un danger pour la santé. «Elle peut être la cause de maladies transmissibles à l'homme ou à l'animal et véhiculer une épizootie en Suisse», relève l'OSAV dans un communiqué. Aussi, pour mieux lutter contre ces importations, et en collaboration avec Tengwood, l'office vient de publier une brochure qui doit «faciliter l'identification de la viande de brousse et permettre de soutenir concrètement dans leur travail les employés des douanes et les gardes-frontière».

La consommation de viande de brousse n'est pas un phénomène nouveau. «Mais elle s'est considérablement accrue et globalisée au cours des dernières années», indique l'OSAV. «Les produits qui servaient autrefois à l'auto-alimentation familiale et communautaire sont devenus des biens de consommation de plus en plus prisés sur le marché mondial.»

Ce n'est un secret pour personne, poursuit l'OSAV, que la viande de brousse est en vente sur des marchés new-yorkais, londoniens et parisiens. Selon une étude, cinq tonnes de viande

de brousse, dont plus d'un tiers d'espèces protégées, sont introduites chaque semaine en France via les aéroports parisiens. En Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, le commerce de viande de brousse atteint chaque année les cinq millions de tonnes...

En Suisse, la viande importée sert principalement à la consommation privée, note Sabina Helfer, porte-parole de l'OSAV. Selon elle, les gens qui ramènent cette denrée dans leurs bagages sont plutôt conscients de l'aspect illégal de la chose. Il s'agit surtout de pangolins, une espèce menacée, protégée par la CITES, un accord multilatéral entre 180 Etats visant à la conservation et l'exploitation durable des populations animales et végétales. «On trouve aussi des aulacodes (un gros rongeur, ndlr), moins des primates», précise Sabina Helfer.

Mais tout est bon pour faire de la viande de brousse: gorilles, chimpanzés, antilopes, hippopotames, porcs-épics... Et même des prédateurs comme la civette, la mangouste ou le lion. Selon la douane suisse, ce type de viande provient souvent du Cameroun, du Ghana, du Nigeria, de Côte d'Ivoire et d'Afrique du Sud. La viande de brousse est souvent achetée fraîche, mais elle peut aussi être fumée, processus habituellement utilisé en Afrique pour sa conservation.

«La présence d'un animal mort, en entier ou en partie, dans les bagages d'un voyageur est un indice évident de viande de brousse», avance la brochure éditée par l'OSAV et Tengwood. Mais d'autres indices peuvent être pris en considération, comme la présence de fourrure ou de poils, de moisissures ou une odeur putride.

Certains douaniers en savent quelque chose: «Je n'oublierai jamais cette puanteur. Je ne comprends pas que l'on puisse manger ce genre de choses», raconte un responsable du trafic touristique de l'aéroport de Zurich dans «Forum D», le magazine d'information de la douane suisse. Un de ses collègues poursuit: «Nombre de ces animaux sont menacés d'extinction. La vue de ces créatures maltraitées est insoutenable.»

LES POUR ENFANTS

Les compagnies de taxis se montrent verserment généreuses



D'autres prestataires offrent ce service gratuitement.

C'est le cas de Taxis Fribourg, qui n'exige aucun supplément. «Chacune de nos voitures est munie d'un siège faisant double usage: il peut servir pour les petits enfants, ou être utilisé comme rehausseur pour les plus âgés», explique Jimmy Dupasquier, directeur adjoint.

Les chauffeurs ne doivent donc pas faire de détour pour aller chercher le siège spécial dans leur centrale. Et qui dit absence

toujours gratuit. En revanche, le siège avec harnais pour les petits occasionne parfois un supplément de 25 francs», souligne Nicole Favre, directrice.

«Nous ne pouvons pas les entreposer dans le coffre des voitures, car ils prennent trop de place.» Les chauffeurs doivent donc faire un détour «pour aller en chercher un, et la course s'en trouve rallongée», justifie la directrice. Et de préciser que le tarif est approuvé par le Service intercommunal des taxis.

Société coopérative de concessionnaires indépendants de taxis.

«Nous avons surtout besoin de tels sièges pour transporter les clients de l'aéroport. Ce service est alors gratuit, car plusieurs sièges y sont mis à disposition à un guichet.» Les clients font sinon peu appel à cette prestation pour les courses en ville. «Nous avons pour ce cas de figure certains taxis, de la taille d'un mini-bus, munis des sièges nécessaires.» Si aucun d'entre eux n'est libre, le trajet parcouru pour aller chercher le siège à la centrale est

LE COURRIER

Oui, je m'abonne au Courrier!

Je choisis la formule suivante:

- ☐ 35.- Essai de 2 mois (promotion)
☐ 219.- Abocombi (le samedi sur papier, la semaine par courriel)
☐ 319.- Promotionnel 1^{ère} année* (au lieu de 389.-)
☐ 129.- Edition Week-end

Nom

Prénom

Adresse

NPA - Localité

Téléphone